

Introduction aux «Travaux»

Didier Gelot
(secrétaire général de l'Observatoire national
de la pauvreté et de l'exclusion sociale)

PARALLÈLEMENT à la publication de son sixième Rapport¹, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale rassemble, comme c'est le cas pour chacun de ses rapports, au sein d'un même ouvrage, les synthèses des études, enquêtes et recherches réalisées à sa demande². Ces différentes contributions, qui ont toutes concouru à la rédaction du Rapport 2009-2010 de l'Observatoire, font l'objet des Travaux publiés dans le présent volume. Ces contributions n'engagent que leurs auteurs.

Constitué d'un conseil de vingt et un membres (sept membres de droit, sept universitaires ou chercheurs et sept personnalités qualifiées), présidé entre 2005 et 2009 par Agnès de Fleurieu, l'Observatoire construit son programme de travail en fonction des axes qu'il se fixe et des thématiques qu'il désire approfondir pour chacun de ses rapports.

En 2009-2010, dix ans après sa mise en place³, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale publie son sixième Rapport dans un contexte marqué par l'apparition dans le courant de l'année 2008 d'une crise économique sans pré-

1. «Bilan de 10 ans d'observation de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'heure de la crise». Ce rapport est disponible sur le site de l'ONPES à l'adresse suivante : <http://www.onpes.gouv.fr/Le-Rapport-2009-2010.html>. Il est également en vente à La Documentation française.

2. Les études complètes sont disponibles sur le site de l'ONPES : www.onpes.gouv.fr, rubrique Études et recherches, par thème.

3. L'ONPES a été créé par la loi de lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998.

cèdent depuis plusieurs décennies. Ce contexte particulier imposait que l'ONPES s'interroge sur les effets visibles et prévisibles du ralentissement de l'activité économique sur la situation des plus pauvres. L'ouverture de l'année 2010, Année européenne de lutte contre la pauvreté, imposait également que l'Observatoire soit en capacité de dresser un bilan d'une décennie d'évolution de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France et en Europe.

Afin de rendre compte de ces évolutions, il convenait de s'appuyer sur les informations statistiques existantes, dont certaines portent sur les années antérieures au début de la crise. Il importait également de faire appel à la connaissance des personnes en situation de pauvreté et d'alimenter ainsi la réflexion sur les phénomènes émergents en matière de pauvreté et d'exclusion sociale.

C'est l'ensemble de ce travail, commandité à des organismes publics, associatifs ou privés, qui donne lieu à la présente publication et en structure les différents chapitres. Les quelque vingt-huit articles présentés dans cet ouvrage sont ainsi le fruit des deux années de travail qui s'écoulent généralement entre deux rapports.

De par les missions qui lui ont été confiées, l'ONPES est «chargé de rassembler, analyser et diffuser les informations et données relatives aux situations de précarité, de pauvreté et d'exclusion sociale ainsi qu'aux politiques menées en ce domaine⁴». Certaines des études présentées dans cet ouvrage ont été commanditées aux grands organismes producteurs d'informations dans le domaine économique et social qui, pour plusieurs d'entre eux, sont membres de droit de l'ONPES – Conseil d'analyse stratégique (CAS), Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), Direction générale du Trésor (DGTPE), Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Ces études ont pour finalité première de rendre visibles les évolutions conjoncturelles et/ou structurelles qui ont marqué le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale. L'observation de l'évolution des indicateurs de pauvreté monétaire relative et de pauvreté en conditions de vie constitue un outil essentiel permettant de construire un diagnostic en matière de pauvreté. Les transformations du marché du travail et des politiques d'emploi ont également particulièrement été analysées et constituent une partie importante des contributions présentées dans Les Travaux. Ces diverses études font l'objet de la première et de la seconde partie de cet ouvrage.

L'Observatoire est également chargé de «contribuer au développement de la connaissance et des systèmes d'information dans les domaines mal couverts, en liaison avec les banques de données et organismes régionaux, nationaux ou internationaux». C'est pour tenir compte de cet aspect de ses missions que certaines contributions rassemblées dans cet ouvrage ont été organisées. On pense en particulier aux études qui ont donné lieu à un appel d'offres portant sur l'association des personnes en situation de pauvreté à l'amélioration de la connaissance des processus d'exclusion. On pense également aux travaux qui ont eu pour objectif de

4. Article 153 de la loi de lutte contre les exclusions.

construire, à terme, un système de veille pérenne sur les phénomènes émergents en matière de pauvreté et d'exclusion. Ainsi, l'enquête auprès d'un millier de travailleurs sociaux est maintenant reprise par la Direction de la recherche, de l'évaluation, des études et des statistiques (DREES) et devrait donner lieu à une nouvelle interrogation dès la fin 2010. C'est l'objet du cahier 3 de la première partie des Travaux.

La crise n'est pas un phénomène national et les pays européens n'ont pas tous réagi de manière identique au choc économique auquel ils ont été soumis. Il semblait donc essentiel pour l'ONPES d'engager des études permettant d'évaluer le rôle et l'impact des modèles sociaux en Europe et, singulièrement, du modèle français, dont on sait par ailleurs qu'il joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté (moins 50 % en France et moins 30 % en Europe après transferts sociaux). Cette préoccupation renvoie à la mission qui a été confiée par le législateur à l'ONPES de réaliser « des travaux d'études, de recherche et d'évaluation quantitatives et qualitatives en lien étroit avec le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Plusieurs contributions présentées dans cet ouvrage rendent compte de cette dimension des missions de l'ONPES, et en particulier celles présentes dans la troisième partie.

La quatrième partie des Travaux s'interroge sur les conditions de vie et les trajectoires des populations les plus pauvres. La question du logement des personnes pauvres et modestes est particulièrement développée. On sait en effet, depuis maintenant de nombreuses années, que la question du logement et de l'hébergement est devenue une des interrogations centrales des problématiques d'exclusion.

Avec la fixation par le gouvernement d'un objectif chiffré de réduction de la pauvreté et la remise annuelle par le gouvernement au Parlement d'un rapport sur les évolutions de la pauvreté et de l'exclusion qui, en quelque sorte, vient s'ajouter au travail réalisé depuis dix ans par l'ONPES, les missions de l'Observatoire, après la nomination de Julien Damon en tant que président, vont être redéfinies. Les modes de valorisation de ses travaux feront également l'objet d'une réflexion qui devrait permettre de mieux articuler ces deux exercices.